

[A la une](#) [Budget 2027](#) [Présidentielle 2027](#) [Journal d'une succession](#) [Midterms](#) [Opinions](#) +[Accueil](#) [International](#) [Iran : les puissances régionales se débrouillent sans Donald Trump](#)

Guerre au Moyen-Orient

Iran : les puissances régionales se débrouillent sans Donald Trump

De hauts représentants de l'Arabie saoudite, du Pakistan et de la Turquie se sont rendus ensemble à Téhéran pour dialoguer directement et ouvertement avec le régime iranien

Publié le 27 octobre 2026 à 20:30



Offrir

Suivre

Clément Daniez

Journaliste au service international

Rémy Pigaglio

Journaliste au service international



Réunis à Téhéran le 26 octobre 2026, (de gauche à droite) le ministre de la Défense d'Arabie Saoudite, Khalid ben Salmane, le chef des armées du Pakistan, le général Asim Munir et le chef du renseignement turc, Ibrahim Kalin. - Présidence Iranienne/AP/Sipa Press

Les faits - Les pays de l'accord de La Mecque multiplient les démarches diplomatiques ces derniers jours. Ils font leur possible pour éviter une reprise de la guerre entre les Etats-Unis, Israël et la République islamique.

Le voyage est totalement inédit, et encore plus depuis le début de la guerre lancée par les Etats-Unis et Israël contre l'Iran en février dernier. Lundi 26 octobre, de hauts représentants de l'Arabie saoudite, de la Turquie et du Pakistan se sont envolés... pour Téhéran. Les trois pays avaient déjà lié leur destin en juillet dernier en signant **l'accord de La Mecque, qui prévoit une défense mutuelle en cas d'agression**.

Et vendredi dernier, à Istanbul, en format « R4 » (pour « regional four ») avec l'Egypte, leurs ministres des Affaires étrangères s'étaient réunis avec leurs homologues de France, d'Allemagne, du Royaume-Uni et d'Italie pour trouver des terrains d'entente diplomatique.

A LIRE AUSSI :

Face à Donald Trump et l'Iran, un nouveau « grand huit » diplomatique

Les voilà désormais à la pointe pour trouver une solution au conflit iranien. Et ce alors même que l’Iran lançait, il y a quelques mois, des tombereaux de drones et de missiles sur... l’Arabie saoudite, en représailles à l’attaque américano-israélienne. Et qu’elle est toujours **visée quotidiennement par l’allié yéménite de l’Iran, les Houthis**.

Un nouveau format incontournable dans la région

Confrontés à cette situation de « ni guerre, ni paix », mais aussi à la **possibilité d’une reprise du conflit à grande échelle évoquée à la fois par les Etats-Unis et Israël**, les pays de l’accord de La Mecque prennent les choses en main. Ils n’ont pas commenté, en revanche, les résultats de la rencontre. « Nous sommes tombés d’accord sur les conclusions suivantes : la sécurité de la région [...] doit être assurée par les pays eux-mêmes, et nous devons empêcher toute forme d’intervention étrangère », a indiqué de son côté le secrétaire du Conseil suprême de sécurité nationale iranien, Mohsen Rezaï, à la télévision iranienne.

En clair, entre voisins, il faut se parler. Dans cette optique, côté saoudien, turc et pakistanais, il s’agit de faire front commun. Dans certaines circonstances à trois et à d’autres occasions en « R4 » avec l’Egypte. Et de rendre ces formats désormais incontournables dans la région.

Cette autonomisation diplomatique, en germe depuis plusieurs années, a été accélérée par la défiance vis-à-vis des Etats-Unis de la part de leurs partenaires du Golfe Persique. Malgré ses appels de février dernier, l’Arabie saoudite n’est pas parvenue à infléchir la volonté américaine de se lancer dans une campagne de frappes, avec les Israéliens, contre l’Iran.

Pourquoi les Saoudiens se sentent trahis par Trump

Les Saoudiens se rendent compte qu’ils ne sont plus écoutés par Washington. Et comme ils le craignent, ils ne bénéficient plus systématiquement de l’aide militaire américaine quand ils estiment en avoir besoin. Les appels du prince héritier Mohammed ben Salmane (MBS) n’ont pas convaincu Donald Trump de faire intervenir les avions américains pour stopper l’avancée, mi-septembre, de ses ennemis jurés, les Houthis, dans le sud du Yémen, jusqu’au détroit stratégique de Bab el-Mandeb. Pire : il n’a pas bougé le petit doigt quand le groupe yéménite s’est mis à bombarder des aéroports saoudiens, dont celui de la capitale, Riyad, quelques semaines plus tard.

A LIRE AUSSI :

Emmanuel Macron, meilleur ami des pays du Golfe... et de leur pétrole

Ce sentiment d’avoir été trahis deux fois – la guerre contre l’Iran puis l’immobilisme face aux Houthis – motive l’émancipation des Saoudiens. « Ils disent qu’ils ne peuvent plus prendre en compte les Etats-Unis dans leur sécurité, explique une source diplomatique. Plus largement, les poids lourds de la région se rendent compte qu’il leur revient de s’occuper eux-mêmes de leur sécurité. »

Rien ne garantit, néanmoins, qu'une telle rencontre permette d'éviter une nouvelle escalade militaire. La prise de décision d'une éventuelle confrontation se trouve avant tout à Washington et Tel Aviv – ou à Téhéran, si le régime iranien est prêt à en assumer les conséquences. « Les trois pays de l'accord de La Mecque n'ont pas la capacité de prévenir une attaque. Leur déplacement à Téhéran sert surtout à convaincre l'Iran de ne pas lancer, en cas de reprise des combats, de représailles contre leurs infrastructures », estime Ali Alfoneh, chercheur à l'Institut des Etats du Golfe arabe, basé à Washington.

Préparer la réalité post-guerre

Du point de vue iranien, une telle rencontre participe à consolider la posture du régime, qui est parvenu à résister aux coups de boutoir américano-israéliens. Malgré sa stratégie de représailles tous azimuts contre les Etats arabes du Golfe alliés à Washington, et en premier lieu l'Arabie saoudite, le dialogue avec Téhéran, in fine, est perçu comme indispensable par les acteurs régionaux. « Pour l'Iran, il s'agit aussi de préparer la réalité après-guerre : le régime veut convaincre les pays du Golfe que leur sécurité nationale et, donc, leur potentiel économique ne seront préservés qu'en maintenant la relation avec Téhéran », observe Ross Harrison, chercheur senior au Middle East Institute, auteur du livre (non traduit) *Decoding Iran's Foreign Policy* (2025, Bloomsbury Publishing).

Pour les hauts représentants du Pacte de la Mecque, ce déplacement à Téhéran n'aura donc pas été inutile, quand bien même les Etats-Unis, avec ou sans Israël, décideraient de réengager une campagne de frappes sur l'Iran. Ils ont planté un jalon pour de prochains échanges entre acteurs régionaux pour une définition commune de l'architecture de sécurité appelée à durer, une fois que la crise d'Ormuz sera résolue.

A LIRE AUSSI :

Une plus grande quantité de pétrole qu'avant la guerre avec l'Iran sort désormais du golfe Persique

Une potentielle coordination avec les Européens

Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si l'événement intervient quelques jours après la réunion à Istanbul des « R4 » avec les « E3 » (France, Allemagne, Royaume-Uni) et l'Italie. L'autonomisation diplomatique au Moyen-Orient vis-à-vis des Américains rejoint celle des Européens, également confrontés à une rupture de confiance avec une **administration Trump faisant le jeu de Vladimir Poutine** au détriment des Ukrainiens et donc au leur.

Le E3 n'est pas en terrain inconnu : il se trouve au cœur des négociations sur le programme nucléaire iranien depuis 2003. C'est lui qui a décidé, il y a un an, le retour des sanctions levées par l'accord de 2015. A terme, si le régime iranien fait des concessions et permet le retour des inspections de l'AIEA (agence internationale de l'énergie atomique), et s'il donne des garanties satisfaisantes en matière sécuritaire, le E3 et le R4 pourraient donner des signes d'ouverture économique à Téhéran.

Certes, cela fait beaucoup de « si ». Mais c'est bien l'ambition portée par le Pacte de la Mecque et le message transmis en substance au régime iranien et ses caciques : « On sait que vous êtes solidement installés ; vous pouvez avoir confiance dans notre volonté d'établir des relations pacifiques au-delà de nos différends anciens ; et pour vous comme pour nous, si vous êtes raisonnables, il y aura des opportunités économiques à saisir ». A voir si ce pari paye. Pour les jours, semaines et mois à venir, il reste cependant une inconnue de poids dans cette équation : les Etats-Unis de Donald Trump et Israël.